

Extrait du
Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : BOI-ENR-DG-60-10-10-02/05/2018

Date de publication : 02/05/2018

**ENR - Dispositions générales - Champ d'application personnel des taxes
additionnelles aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité
foncière**

Positionnement du document dans le plan :

ENR - Enregistrement

Dispositions générales

Titre 6 : Taxes additionnelles aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière

Chapitre 1 : Champ d'application territorial

Section 1 : Champ d'application personnel

1

L'article 1584 du code général des impôts (CGI) et l'article 1595 bis du CGI prévoient la perception d'une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux au profit :

- des communes de plus de 5 000 habitants, ainsi que de celles d'une population inférieure classées comme stations de tourisme au sens de l'article L. 133-13 du code du tourisme ;

- d'un fonds de péréquation départemental, dans toutes les communes dont la population n'excède pas 5 000 habitants autres que les communes classées comme stations de tourisme au sens de l'article L. 133-13 du code du tourisme.

Les communes concernées sont, non seulement les collectivités du territoire métropolitain, mais aussi celles des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Mayotte, Martinique et Réunion).

10

De même, l'article 1595 du CGI prévoit qu'une taxe additionnelle exigible sur les mutations à titre onéreux est perçue au profit des départements métropolitains, mais aussi d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Mayotte, Martinique et Réunion).

20

L'[article 1599 sexies du CGI](#) prévoit la perception au profit de la région d'Ile-de-France d'une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux, autres que celles mentionnées au A de l'[article 1594 F quinquies du CGI](#), de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage mentionnés à l'[article L. 520-1 du code de l'urbanisme](#).